

CHRONIQUE CONSO

Pourquoi vous êtes à fond pour une réforme de la PAC (sans forcément en avoir conscience)



©Collectif Pour une autre PAC

05/03/2019

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies qui nous permettent de vous proposer des services et une offre adaptés à vos centres d'intérêts. Qu'on le veuille ou non, le contenu de notre assiette est largement lié à la Politique agricole commune (PAC). On aurait tort de s'en désintéresser,

[En savoir plus](#) [Fermer](#)

sous prétexte que c'est un outil pour les technocrates bruxellois. Le collectif "Pour une autre PAC" lance une campagne pour orienter la PAC dans le sens qu'on aime. On les suit.

Vous voulez manger bio et local, des aliments savoureux, cultivés avec amour par des paysans rémunérés à un prix juste, dans des fermes où l'on protège la biodiversité ? Dans ce cas, vous êtes pour la réforme de la Politique agricole commune (PAC) soutenue par le [collectif "Pour une autre PAC"](#). Depuis 2017, ce dernier regroupe 33 organisations, de Slow Food France, à France Nature Environnement, en passant par Greenpeace, Terre de Lien ou SOL. Ensemble, elles militent pour une **transition agricole** au niveau européen. La PAC est un outil complexe qui semble bien étranger à nos vies quotidiennes. Nous aurions pourtant tort de ne pas lui prêter toute notre attention. Car c'est du contenu de notre assiette autant que des **équilibres écologiques** qu'il s'agit.

Quelques faits sur la PAC

Elle est née en 1962 pour booster la production agricole européenne. Son budget actuel est de **50 milliards d'euros**, dont neuf milliards pour la France. Il est dépensé sous forme de subventions aux agriculteurs, dont la majorité est destinée à ceux qui ont des pratiques intensives.

Pourquoi la PAC doit changer

Le Youtuber Nicolas Meyrieux résume le malaise dans une [vidéo](#) très efficace, produite par le collectif : "On a perdu un tiers des oiseaux en 17 ans. 565 000 fermes ont disparu entre 1988 et 2013. Et malgré ces subventions, un tiers des paysans vivent avec 350 euros par mois." Un peu plus loin, il s'énerve : "Avec ce modèle productiviste de m..., on produit assez en volume, voire trop. Et on force les agriculteurs à produire toujours plus, avec toujours plus de pesticides et des machines qui utilisent toujours plus de pétrole. Résultat, pour la quantité, il y en a, mais la qualité, on repassera plus tard." Et donne quelques exemples de l'incohérence du système, comme ces tomates pour la production industrielle de ketchup qui bénéficient de soutiens spécifiques, alors que ça n'est pas le cas des tomates fraîches. En résumé, avec un style Youtuber ? "On investit des milliards d'euros dans ce modèle qui va droit dans le mur et on oublie complètement d'**inciter les paysans à faire une transition agroécologique**, plus respectueuse de la biodiversité, de l'environnement et du bien être animal."

Pourquoi c'est le moment de s'en préoccuper ?

Les règles qui s'appliquent actuellement ont été définies pour la période 2014-2020. À partir du 1er janvier 2021, de nouvelles normes s'appliqueront. Et c'est en ce moment qu'ont lieu les négociations. Par ailleurs, les 23 et 26 mai prochains, auront lieu les élections au Parlement

européen. Une bonne occasion de mettre le sujet sur la table et de bien voter.

Que réclame le collectif ?

Ce qui devrait être la base, une évidence aujourd'hui : soutenir une production bonne pour la santé et respectueuse de la planète, avec une juste rémunération pour tous, une diversification des cultures pour faire face au réchauffement climatique, encourager les paysans à préserver l'environnement, la biodiversité, les paysages, les sols, créer une véritable souveraineté alimentaire, liée à l'économie locale...

En détail ?

Le collectif a rédigé [12 priorités](#). En voici deux exemples :

- "Rendre l'agriculture biologique accessible à tou·te·s, en attribuant des financements importants pour le maintien et le développement de l'agriculture biologique."
- "Stimuler l'emploi agricole plutôt que l'agrandissement des fermes, en plafonnant toutes les aides à l'actif et en majorant les premiers hectares ou les premiers animaux."

"Tablons sur nos paysan.nes"

Pour rendre la théorie vivante, le collectif a lancé pendant le Salon de l'agriculture une campagne baptisée "Tablons sur nos paysan.nes". On y découvre une série de [portraits](#) de paysans, comme celui de Gille Lèvre, de la ferme Biau Jardin, près de Clermont Ferrand. Il a mis en place des paniers étudiants à 10 euros, s'est associé avec d'autres producteurs bio pour distribuer chaque semaine 950 paniers dans toute l'agglomération. Il accompagne des salariés en insertion professionnelle... On fait encore connaissance avec Maud Cinquin, paysanne céréalière boulangère. Elle cultive des blés anciens, les récolte, les stocke, les trie, les moule, les mélange et en fait du bon pain. Elle mise sur la qualité, "convaincue que c'est en travaillant sur le sol et des variétés adaptées qu'on peut avoir une certaine résilience".

Comment soutenir la plateforme

On peut [interpeler](#) ses élus sur la question. On peut enfin, faire circuler abondamment les [vidéos](#) de la campagne "Tablons sur nos paysan.nes".

TousActeurs

S'ENGAGER